

Aux États-Unis, la crise du mouvement syndical pousse parfois certaines organisations à mener des expériences qui sortent de l'ordinaire. Dans cet article, paru dans le [numéro 89 de l'International Socialist Review](#) (après une première partie dans le numéro précédent), Lee Sustar revient sur l'une des plus importantes grèves de ces dernières années, celle des enseignants de Chicago, et les questions stratégiques qu'elle a soulevées.

La grève du syndicat CTU et son importance pour le mouvement ouvrier

Dans un contexte peu encourageant pour le mouvement ouvrier, l'exemple le plus important d'un syndicalisme de mouvement social depuis des décennies s'est manifesté dans la grève d'environ 27 000 membres du syndicat CTU (*Chicago Teachers Union*¹). Lancée quelques jours après un énergique rassemblement à l'occasion du *Labor Day*, qui avait mis dans la rue des milliers d'enseignants et leurs soutiens, la grève a commencé avec la mobilisation de quelque 20 000 membres du CTU qui ont convergé vers le centre-ville, bloquant la circulation et laissant le maire Rahm Emmanuel presque sans voix. Des rassemblements de masse quotidiens, y compris dans des quartiers populaires à majorité afro-américaine, ont souligné et soutenu la popularité de la grève, confirmée dans des sondages qui évaluèrent à 66% le soutien des parents d'élèves aux enseignants². Ce fut très certainement la plus populaire des grèves d'enseignants dans une grande ville des États-Unis. Les travailleurs de Chicago purent non seulement s'identifier aux revendications des enseignants pour un salaire juste et la défense du service public d'éducation, mais aussi percevoir que les enseignants se battaient pour la dignité et le respect des travailleurs en général.

La grève fut très largement couverte par la presse classique aussi bien que par des publications de gauche comme *l'International Socialist Review* ou le *Socialist Worker*. Ces articles constituent autant de lectures essentielles pour tous les syndicalistes aujourd'hui. Dans ce texte, cependant, nous allons nous concentrer sur les leçons à tirer de cette lutte pour les syndicalistes de tous les secteurs du mouvement ouvrier :

- *Construire une opposition viable pour une orientation alternative nécessite du temps et des expériences politiques difficiles.* Le groupe ayant pris la direction du syndicat et préparé la grève, le CORE (*Caucus of Rank-and-file Educators*³), a été fondé par des enseignants qui avaient participé à une expérience antérieure de renouvellement de la direction du syndicat, ayant échoué après un seul mandat pour avoir négocié un contrat collectif⁴ en recul. Avant de fonder le CORE, ces syndicalistes avaient conclu de cette expérience que la précédente présidente qu'ils avaient défendue, Deborah Lynch, s'était surtout focalisée sur les élections internes, avait négligé de consolider sa base dans les écoles, et n'était pas au contact des membres lors de la négociation ayant abouti à l'accord contractuel régressif. Après un vote de rejet du contrat, la direction du syndicat avait menacé de faire grève sans s'y être préparé. Les syndiqués n'avaient pas confiance dans la capacité de cette direction à mener une grève, ils ont donc décidé d'accepter un contrat légèrement amélioré et refusé de réélire cette direction quelques mois plus tard. Il fallut ensuite en passer par les désastres et les scandales de deux mandats de la vieille garde du syndicat avant que le CORE ne remporte les élections⁵.
- *Remporter la direction du syndicat constitue une immense incitation au compromis, mais la pression de la base peut faire contrepoids.* Dans les négociations législatives sur l'éducation dans l'Illinois, la présidente du CTU Karen Lewis avait d'abord soutenu le projet de loi SB7 imposant un seuil de 75% au vote de la grève par les syndiqués. Mais les membres du CORE au comité exécutif, ainsi que les délégués de la base, ont rejeté cette décision. Lorsque la loi a été adoptée malgré tout, le refus du CTU de la soutenir a envoyé un message important, le refus de tout compromis sur ses principes⁶.

- *Investir les ressources du syndicat pour organiser sa base peut porter ses fruits.* Les dirigeants du CTU ont réduit leurs propres salaires, et réinvesti l'argent du syndicat dans la structuration interne, section par section. Les formations pour les délégués et d'autres membres du syndicat ont largement dépassé le réseau habituel de syndicalistes actifs pour créer une colonne vertébrale organisationnelle de 1 000 à 3 000 enseignants et autres salariés du secteur qui ont organisé le débat sur les revendications et la nécessité d'une grève.

- *Préparer sérieusement une grève prend des mois.* La plupart du temps, si les dirigeants syndicaux appellent à la grève, c'est une réaction de panique, parce que les négociateurs n'ont pas anticipé l'inflexibilité des patrons ou de l'administration, et la défaite est déjà dans l'air. Alors que l'adversaire a préparé ses opérations anti-syndicales, les syndicats se risquent dans l'action à la dernière minute. Au contraire, le CORE a commencé à expliquer qu'une grève serait sans doute nécessaire presque aussitôt après être entré en fonction à la tête du CTU. Ainsi, lorsque l'administration scolaire (*school board*) et le maire ont pris des mesures radicales contre les enseignants, les événements ont donné raison au CTU, et la base du syndicat y était préparée.

- *Un syndicalisme de mouvement social est indispensable, surtout pour les luttes des travailleurs du secteur public.* La première campagne du CORE, en tant que groupe d'opposition interne, était une campagne contre les fermetures d'écoles, qui se produisent presque exclusivement dans les quartiers afro-américains et latinos. Une fois à la tête du syndicat, le CORE a investi des ressources importantes dans cette alliance avec la population de ces quartiers. En même temps, il a mené une campagne politique sur la base d'un solide projet intitulé « L'école que les enfants de Chicago méritent », qui dénonçait un « apartheid éducatif » dans la ville⁷. Lorsque le moment de descendre dans la rue est venu, la popularité des enseignants reposait sur leur image de défenseurs des services sociaux, tandis que celle du maire était en recul.

- *La démocratie interne est essentielle à un syndicat combatif.* Par un vote des délégués du syndicat, la grève du CTU a été prolongée de deux jours après la signature d'un accord provisoire, pour que les délégués puissent faire redescendre l'accord et en débattre sur les piquets de grève. Le contrat collectif a été examiné en détails dans des réunions de plusieurs heures à tous les coins de rue de la ville. Contraste saisissant avec la routine, car aux États-Unis, les grèves sont généralement suspendues plusieurs jours avant que les travailleurs aient la moindre chance de connaître ne serait-ce qu'une partie des termes d'un accord possible. Dans le cas du CTU, débattre de l'accord avec des dizaines de milliers de membres a permis de terminer la grève dans un sentiment d'unité et de victoire.

- *Les militants de la gauche radicale peuvent aider à faire la différence.* Le rôle de militants de différentes traditions politiques anticapitalistes⁸ et radicales appartenant au CTU a été important dans de nombreux aspects de la grève, depuis l'organisation des piquets jusqu'à la préparation des négociations, en passant par la préparation du syndicat aux attaques des « amis » du mouvement syndical dans le Parti démocrate. A partir de l'idée que le pouvoir du syndicat s'enracine dans une base mobilisée et active, la gauche radicale présente dans le CTU a réussi à créer des réseaux de militants s'étendant bien au-delà de la structure organisationnelle formelle du syndicat.

On ne peut pas dire qu'un grand nombre d'enseignants de Chicago ont rejoint la gauche radicale. Mais des militants ouvriers, y compris des anticapitalistes, ont systématiquement entrepris de ranimer un syndicalisme de lutte de classe capable de porter les revendications élémentaires des enseignants, pour la dignité, le respect et des salaires justes. A une époque où des dirigeants qui s'accrochent à une stratégie de partenariat avec le patronat mènent le mouvement syndical de

Les enjeux politiques du déclin du mouvement syndical

Le contraste est grand entre le succès retentissant de la grève du CTU, et le bilan global à tirer concernant le sort de la plupart des syndicats depuis 1995, année où John Sweeney et la campagne *New Voices* avaient emporté la direction de l'AFL-CIO. La promesse faite par Sweeney à l'époque était d'accroître l'influence politique du mouvement syndical dans le Parti démocrate, d'accentuer les efforts pour organiser les travailleurs non-syndiqués, et de raviver les relations de partenariat entre patrons et syndicats en s'appuyant sur une base (les syndiqués) plus active - autrement dit, de suivre la voie de la « mobilisation » qu'il avait tracée en tant que président du SEIU (*Service Employees International Union*)⁹.

Certes, le plein emploi a donné au mouvement syndical des points d'appui pendant les premières années de la direction Sweeney. Outre la grève populaire et victorieuse chez UPS, en 1997, les travailleurs l'ont emporté lors de grandes grèves dans la compagnie de télécommunications qui allait devenir Verizon, et dans la plupart des grèves locales qui ont éclaté dans l'automobile. Le nombre de syndiqués a progressivement cessé de baisser sous l'effet des campagnes syndicales ; il a même fini par augmenter au tournant du siècle, mais pas suffisamment pour enrayer la baisse du taux de syndicalisation. La récession de 2007-2009 a ensuite entraîné les syndicats dans une nouvelle baisse du nombre de syndiqués, équivalant à une baisse plus forte encore du taux de syndicalisation¹⁰.

Plus le climat social est difficile pour les négociations de contrats collectifs et pour la syndicalisation, plus les syndicats ont tendance à se tourner vers le champ politique dans l'espoir d'être sauvés d'un déclin définitif. Sweeney a rencontré un certain succès, selon ses propres critères du moins : les travailleurs syndiqués et leurs foyers ont compté pour 24% des votants en 2004. Aux élections de 2012, cependant, ce taux a chuté à 18%¹¹. Cette focalisation sur le champ politique, de moins en moins rentable, est l'un des facteurs ayant entraîné la scission du groupe de syndicats *Change To Win* ayant quitté l'AFL-CIO en 2005. Mais le SEIU, principale organisation à l'origine de la scission, s'est lancée dans une surenchère, pour atteindre un budget de dépenses électorales de 33,4 millions de dollars en 2012¹². Tandis que l'investissement matériel et politique dans les élections allait croissant, la fameuse « machine à syndiquer » du SEIU était au point mort : les documents transmis par le syndicat au Ministère du travail font état d'une augmentation d'à peine 5000 membres et 2000 cotisants non membres du syndicat (« *agency fee payers* ») entre 2011 et 2012, peut-être la plus petite croissance de toute l'histoire du syndicat¹³.

Malgré le soutien sans faille des syndicats aux démocrates, ces derniers ont bien plus tendance à les attaquer qu'à se soucier de leurs intérêts. L'exemple le plus flagrant est la piètre fin du projet de « loi pour le libre choix des salariés » (*Employee Free Choice Act*, EFCA), que les dirigeants syndicaux voyaient comme un moyen de faciliter la croissance de leurs organisations en supprimant certaines des dispositions les plus dures et les plus favorables aux employeurs dans les lois régissant les scrutins de syndicalisation. Soutenue par Obama durant sa première campagne présidentielle, l'EFCA n'a pas été adoptée par la majorité démocrate au Congrès, et le retour d'une majorité républicaine en 2010 l'a écartée pour de bon.

Même si l'EFCA avait été votée, elle n'aurait pas été le coup de baguette magique pour enrayer le déclin des syndicats, si l'on en croit Jerry Tucker, dirigeant régional et dissident au sein de l'UAW

(*United Auto Workers*¹⁴), le plus important stratège du mouvement syndical de son temps (il est récemment décédé). « *Je pense qu'il faut se pencher sur la culture du mouvement syndical, ses activités réelles et ce qu'il représente pour les travailleurs* », avait-il déclaré en 2008. « *Les organisations syndicales ne représentent pas, aujourd'hui, un mouvement auquel les travailleurs peuvent avoir envie de se joindre, qui leur donne le sentiment d'une progression ou d'un élan vers le haut* »¹⁵.

Bien des syndicalistes espéraient que Richard Trumka allait recréer cet effet de mouvement dans leurs organisations lorsqu'il a pris la suite de Sweeney à la direction de l'AFL-CIO en 2009. Lorsqu'il était président du syndicat des mineurs (*United Mineworkers*) dans les années 1980, il avait mené une grève combative et victorieuse dans les mines de charbon du groupe Pittston, et il était réputé pour ses discours virulents. Mais sous la direction de Trumka, l'AFL-CIO n'a fait que reculer de plus belle devant toute possibilité de stratégie industrielle, et s'enfoncer plus avant dans les relations politiques avec le Parti démocrate. Malgré la débâcle de l'EFCA et la série de mesures anti-syndicales développées par le gouvernement Obama et par des gouverneurs démocrates, Trumka semble considérer qu'il vaut mieux être attaqué par les « amis » des syndicats, qu'anéanti par les Républicains. Toute alternative politique fondée sur le mouvement ouvrier semble inenvisageable. Ainsi, le comité exécutif de l'AFL-CIO encourage les structures de la fédération, à l'échelle locale comme à celle des États, à mieux s'insérer dans les campagnes électorales en embauchant des « dirigeants de campagnes professionnels »¹⁶.

Pour reprendre les mots de Chris Townsend, longtemps représentant à Washington du syndicat indépendant *United Electrical workers (UE)* :

« Aujourd'hui, les dirigeants et personnels des syndicats sont de plus en plus souvent issus de la classe moyenne et des professions libérales, et sont dépourvus de toute perspective politique au-delà de la vision du monde conservatrice, timorée et étriquée du Parti démocrate. Ils craignent l'intensification des luttes contre les patrons et les politiciens - pour autant qu'ils en comprennent la nature - et ne peuvent imaginer de stratégie d'action politique en dehors de : toujours plus d'argent et de voix pour le parti démocrate. Les syndicats adoptent méthodiquement une sorte de « syndicalisme à l'envers » où le rôle classique du syndicat sur le lieu de travail est abandonné au profit d'un syndicalisme de campagne électorale. Le syndicat est systématiquement réduit à un instrument de telles campagnes, ce qui élimine la capacité du syndicat à imposer à l'employeur de faire des concessions.

Au moment même où l'on a plus que jamais besoin de structures syndicales sur les lieux de travail, elles ont été remplacées par toute une machinerie de campagne électorale, qui ne peut pas résister aux attaques des employeurs. Ce style d'activité basé sur les campagnes politiques détourne également la lutte syndicale des confrontations avec les patrons sur les lieux de travail, vers des campagnes de pression politique qui n'y sont que vaguement ou indirectement reliées. Toute une génération de dirigeants syndicaux est désormais formée à penser que le but d'un syndicat est de faire pression sur les politiciens et d' « éveiller les consciences » à travers les médias, plutôt que de contraindre les patrons à de réelles transformations des conditions sur les lieux de travail »¹⁷.

Le désarroi des syndicats a logiquement provoqué une vive discussion parmi les intellectuels du mouvement syndical, mise en avant dans un récent numéro du magazine *Logos*. Le militant syndical et antiraciste de longue date, Bill Fletcher, y défend l'idée que du renouveau de la gauche dépend celui du mouvement syndical. Son déclin prend racine, dit-il, dans les années 1940 : « par-dessus tout, le mouvement syndical, niant l'inévitabilité de la lutte des classes, prétendait alors que l'élimination de la gauche présente en son sein permettait de garantir qu'une relation constructive pouvait être établie avec le capital »¹⁸. La réticence du mouvement syndical à organiser le Sud, ainsi qu'à affronter le racisme dans cette région, a permis aux lois « *right to work* » d'entraver la syndicalisation jusqu'à aujourd'hui, fragilisant ainsi le mouvement ouvrier dans son ensemble, poursuit Fletcher. Le renouveau du mouvement syndical sera difficile, et dépendra de la capacité du mouvement à suivre l'exemple de la grève des enseignants de Chicago pour construire un syndicalisme de mouvement social inclusif qui s'empare également des questions politiques, conclut-il.

Dans la même publication, l'historien syndical Melvyn Dubofsky doute de la possibilité même d'un tel renouveau. « Étant donné le rapport de forces actuel à l'échelle nationale aussi bien que globale, il me paraît difficile de concevoir une quelconque tactique ou stratégie par laquelle le mouvement syndical pourrait rétablir son envergure, son rôle et sa puissance d'autrefois », écrit l'auteur de l'ouvrage de référence sur l'histoire des *Industrial Workers of the World* et co-auteur d'une biographie du dirigeant des mineurs John L. Lewis :

« Une reprise de la croissance du mouvement syndical ne se produira pas sous l'impulsion de dirigeants ou de forces présents dans le mouvement tel qu'il est actuellement constitué. Seul un choc de l'ampleur de la Grande Dépression des années 1930 ou des deux Guerres mondiales serait susceptible de stimuler la renaissance du mouvement syndical. Un tel choc, cependant, aurait cette fois autant de chances de déboucher sur une répression accrue du mouvement que sur un *New Deal* favorable aux travailleurs. Il est bien plus aisé aujourd'hui de maintenir le "pessimisme de l'intelligence" que "l'optimisme de la volonté" »¹⁹.

Le pronostic de Dubofsky est-il juste ? Sans doute les données brutes mettent-elles en évidence la faiblesse des syndicats, qui ne sont pas plus forts dans le secteur privé qu'ils ne l'étaient à l'heure de gloire des IWW étudiée par Dubofsky. Mais le mouvement syndical est très différent aujourd'hui de ce qu'il était au début du XX^e siècle, lorsque la vieille AFL, dirigée par le plus grand des syndicalistes de collaboration avec le patronat, Samuel Gompers, était dominée par des syndicats de métiers dont le pouvoir était fondé sur l'exclusion des Afro-Américains, des femmes, des immigrés, et des travailleurs non qualifiés. Arne Swabeck, l'un des délégués des États-Unis au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1922, rapportait : « Aux États-Unis, nous avons un mouvement des travailleurs très arriéré et réactionnaire. Pendant de nombreuses années, les dirigeants de ces syndicats sont restés les mêmes, et ont rarement été contestés. Ces dirigeants ont adopté de tout leur être une politique de collaboration de classe »²⁰.

Aujourd'hui, par contraste, on peut noter que les syndicats des États-Unis comptent une plus forte proportion d'Afro-américains que la population du pays. Parmi les 14,3 millions de membres en 2012, 6,3 millions étaient des hommes blancs, 4,9 millions des femmes blanches, 1 million des hommes afro-américains, 1 million des femmes afro-américaines, 1,1 million étaient des hommes latinos, et 834 000 des femmes latinas²¹. Même si le deuxième syndicat en nombre de membres, le SEIU, est de moins en moins contrôlable par les syndiqués avec ses unions « locales » s'étendant sur plusieurs États et des branches entières, et ses concessions au patronat, il comprend néanmoins un fort pourcentage de travailleurs à bas salaires issus des minorités ethno-raciales, parmi ses effectifs

se montant à 1,8 million de membres. Ces facteurs influencent les positions politiques des syndicats concernant l'immigration, par exemple. Certes, le SEIU et d'autres syndicats sont bien trop disposés à trouver des compromis avec les intérêts des entreprises, pour aboutir à une réforme des lois migratoires pouvant inclure un programme de « travailleurs hôtes » et un accroissement des mesures répressives, mais tout cela est bien loin du nativisme de l'AFL d'il y a un siècle. Le mouvement syndical n'est plus celui de Samuel Gompers.

De plus, aussi bureaucratique et inefficaces que soient les syndicats aujourd'hui, ils reflètent la diversité de la classe ouvrière des États-Unis mieux que toute autre institution. Autre aspect crucial, ils sont le résultat de l'organisation des travailleurs sur les lieux de production, là où la richesse est générée dans une société capitaliste. De là provient le pouvoir des syndicats, même si ce pouvoir est plus potentiel que réel aujourd'hui. Si le mouvement *Occupy* a montré la possibilité de construire un mouvement de masse contre les 1% les plus riches, c'est seulement sur leurs lieux de travail que les travailleurs peuvent agir collectivement et remporter des victoires concrètes dans cette lutte. La grève des enseignants de Chicago, les arrêts de travail chez Ford et la bataille des docks à Longview (État de Washington) sont là pour nous rappeler que les syndicats – qu'il s'agisse des organisations existantes ou de nouvelles formations – continueront de jouer le rôle principal dans les rapports nécessairement conflictuels entre le travail et le capital.

Pourtant, il demeure un aspect sur lequel le jugement porté sur les syndicats par Swabeck en 1922 sonne encore juste : la « politique de collaboration de classe » des dirigeants syndicaux. Alors que le syndicalisme de collaboration avec le patronat a cessé de porter ses fruits depuis des décennies, la gauche étatsunienne n'a toujours pas surmonté les effets des purges anticommunistes réalisées dans les syndicats dans les années 1950. Et la décomposition du syndicalisme de collaboration ne conduirait pas automatiquement à un renouveau de la gauche dans les syndicats. Le déclin de la gauche depuis les années 1970 et les quatre décennies d'offensive de la droite contre le mouvement syndical permettent encore à la logique de partenariat social et de soutien au Parti démocrate, qui est celle des directions syndicales, d'apparaître à la majorité des travailleurs comme la seule perspective viable pour les syndicats. Après tout, les Républicains ne seraient-ils pas encore pires ? Le seul choix possible semble tenir entre un lent déclin sous les Démocrates, et une exécution sommaire par les Républicains.

En outre, l'absence de parti ouvrier aux États-Unis, cas unique parmi les pays développés occidentaux, laisse l'idéologie dominante de l'individualisme américain pratiquement intacte au sein de la classe ouvrière. Les dirigeants syndicaux, quant à eux, essaient de faire accepter ce point de vue aux travailleurs plutôt que de le contester. Certes, les positions actuelles des syndicats concernant le racisme, le sexisme, les droits LGBT et d'autres questions, sont plus progressistes, même par rapport à celles d'il y a 20 ans. Malgré cela, ces prises de position demeurent sur le plan des droits civiques, loin d'être considérées comme les bases d'un mouvement ouvrier fort, politiquement cohérent et unifié.

L'idéologie des dirigeants syndicaux découle de leur rôle de médiation entre travail et capital. Ces dirigeants constituent une strate échappant aux tensions quotidiennes du lieu de travail et bénéficiant d'avantages salariaux et matériels considérables vis-à-vis de ceux qu'ils représentent. Ils demandent au capital de se montrer « équitable » envers la « classe moyenne », plutôt que d'expliquer franchement aux travailleurs l'inévitabilité de la lutte de classe et de préparer les rudes conflits qui les attendent en cette ère d'austérité perpétuelle. Cette démarche de collaboration de classe avait déjà tendance à désorienter et démobiliser les travailleurs alors même que le mouvement syndical était bien plus fort, il y a plusieurs décennies. Aujourd'hui, face à l'offensive sans relâche des patrons, cette politique nous mène de désastre en désastre.

Depuis les purges anticomunistes des années 1950, la gauche radicale s'est battue pour reconstruire un courant significatif dans le mouvement syndical. Au milieu des années 1960, Stan Weir, syndicaliste chevronné et membre des Socialistes Indépendants, l'une des organisations à l'origine de l'*International Socialist Organization* (qui publie la revue dont est tiré cet article, NdT), écrivit un article intitulé *États-Unis : la révolte ouvrière*, à propos des premières phases de la rébellion qui traversait la base des syndicats et allait atteindre son point culminant quelques années plus tard²².

Les causes de la rébellion, selon Weir, tenaient d'une part au retrait des syndicats hors des lieux de travail, tout en abandonnant le droit de grève entre deux échéances de contrats collectifs, et d'autre part à la pression qu'exerçait la recherche constante de gains de productivité et la hausse du coût de la vie, commençant à comprimer les revenus des travailleurs malgré la hausse globale du niveau de vie. Selon Weir, les foyers de la rébellion seraient devaient consister dans ce qu'il appelait les groupes informels de travail sur les lieux de production. C'est là que les travailleurs allaient redécouvrir leur pouvoir contre les patrons et pousser les dirigeants syndicaux à agir :

« Dans des milliers d'établissements industriels à travers le pays, les travailleurs ont formé des syndicats informels et alternatifs. Les unités de base qui les composent sont des groupes de travailleurs dont les membres travaillent dans la même zone d'une usine et peuvent donc communiquer et former une entité sociale. Emmenés par des dirigeants naturels apparus dans le travail, ils s'engagent dans une guérilla quotidienne contre leurs employeurs, et souvent contre leurs dirigeants syndicaux également. [...]

Pour la première fois en plus de trois décennies, les États-Unis entrent dans une période où les luttes de la frange syndiquée de la population vont avoir un effet direct et visible sur l'avenir de la population toute entière ».

Weir avait raison : la période 1965-1974 a été le théâtre de la plus grande vague de grèves depuis les années 1940. En 1969, les Socialistes Indépendants, devenus entre-temps Socialistes Internationalistes, ont déplacé leur quartier général de Berkeley à Detroit pour tenter de se lier au mouvement syndical de base dans l'automobile, emmené par les travailleurs afro-américains du *Dodge Revolutionary Union Movement* (mouvement syndical révolutionnaire de l'entreprise automobile Dodge).

Kim Moody a développé les idées de Weir dans le cadre d'une analyse plus générale des perspectives pour la gauche radicale, en 1969 : « La classe ouvrière américaine en transition », texte à paraître dans un recueil des essais de l'auteur chez Haymarket Books²³. Moody y montrait que l'inflation entraînée par la guerre du Vietnam, la hausse des impôts et l'accélération des cadences au travail équivalaient à :

« une attaque généralisée contre le niveau de vie de la classe ouvrière, d'ampleur nationale, et de nature de plus en plus politique. Contrairement aux problèmes apparus dans les années 1950 (et toujours actuels), ceux qui ont émergé dans la deuxième moitié des années 1960 affectent tous les secteurs de la classe ouvrière, bien qu'à des degrés divers. De plus, l'enracinement de l'instabilité actuelle dans l'économie d'armement permanente a tendance à mettre en évidence l'interpénétration entre les entreprises et l'État, et à dissiper le mythe de l'indépendance de ce dernier ».

Moody insistait sur le rôle central des travailleurs afro-américains dans la rébellion des syndiqués de base, à la fois du fait de l'impact du mouvement des Droits civiques et du *Black Power*, ainsi qu'en raison de la surreprésentations des Afro-américains dans la grande industrie : « *Cette mobilisation en plein essor est globalement porteuse d'une conscience de classe doublée d'une conscience raciale. Elle fait partie du mouvement de révolte générale des travailleurs du rang contre la détérioration des conditions de travail et des salaires, et contre la bureaucratie dans les syndicats. En même temps, un nombre croissant de commissions et d'organisations noires luttent contre l'oppression spécifique des travailleurs noirs* ». L'analyse qui était celle des Socialistes internationalistes est ainsi résumée par Dan La Botz :

« Si les dirigeants [syndicaux] ne relevaient pas le défi lancé par les patrons, le besoin d'une alternative se ferait sentir. La gauche radicale aurait alors l'opportunité d'organiser une tendance lutte de classe dans le mouvement syndical, en organisant des comités de travailleurs du rang dans les différents syndicats. Sur les lieux de travail, ces comités mèneraient les luttes autour des procédures de plainte (« *grievances* »), les combats pour les contrats collectifs, et d'autres actions collectives de nature à transformer la conscience des travailleurs - dans leurs relations avec les patrons comme avec l'État - et à développer chez eux un sentiment d'autonomie et de confiance en soi. Dans de telles luttes, les travailleurs pourraient en venir à un militantisme plus poussé, à un combat pour la démocratie dans leurs syndicats, mais également pour le socialisme. Ces comités, à mesure qu'ils se renforceraient, ébranleraient la bureaucratie, qui serait contrainte d'avancer ou de se retirer »²⁴.

L'activité des Socialistes internationalistes vis-à-vis des syndicats reposait sur l'expérience de la « ligue de formation syndicale » (*Trade Union Education League*, TUEL), une initiative du Parti communiste (PC) dans les années 1920, c'est-à-dire dans sa période révolutionnaire. Dans la TUEL, le PC a construit une alliance entre des dirigeants d'unions locales combattives et des syndicalistes de base, pour organiser la riposte contre l'offensive anti-syndicale « *open shop* » lancée par les employeurs. L'objectif était de construire une organisation de travailleurs du rang capable de poursuivre le combat, que les directions syndicales le veuillent ou non. Même si le PC n'excluait pas la prise et la conservation de responsabilités de direction, ce n'était pas une fin en soi, mais un moyen de plus pour intensifier le militantisme à la base - et les membres du PC qui accédaient à de tels postes étaient censés suivre la discipline du parti²⁵. (Cette démarche fut abandonnée dans les années 1930, au fil de l'adaptation du PC à la montée en puissance de la bureaucratie du CIO).

Imitant la TUEL, les Socialistes internationalistes ont pu contribuer à construire ou lancer des groupes de militants dans l'automobile, parmi les chauffeurs routiers du syndicat des *Teamsters*, les travailleurs d'UPS (livraison de colis), et dans les entreprises de téléphonie, dans un contexte où le groupe *Miners for Democracy* constituait un exemple pour les travailleurs, après avoir pris le contrôle du syndicat des mineurs. Pendant ce temps, les Socialistes internationalistes sont parvenus à gagner un certain nombre de travailleurs combatifs aux idées anticapitalistes. Ce succès significatif prouvait que, contrairement aux idées reçues, les travailleurs étatsuniens ne sont pas imperméables aux idées politiques radicales.

La nouvelle offensive des employeurs, à partir du milieu des années 1970, a vaincu cette rébellion. Le milieu de militants du rang qui l'avaient menée se trouvait coincé entre la pression des employeurs et celle des dirigeants de leurs syndicats, qui cherchaient à les isoler ou à leur faire perdre leur emploi. Les restructurations et le chômage furent une expérience traumatique pour les travailleurs industriels qui n'avaient jamais connu une grande récession. La fermeture de l'aciérie *South Works* de US Steel à Chicago, au début des années 1980, illustre parfaitement le phénomène :

l'usine était le fief d'Ed Sadlowski, dirigeant de la campagne « *Steelworkers Fight Back* » (« Les Métallus ripostent », campagne qui avait failli battre la vieille garde bureaucratique aux élections syndicales de 1976). Les Socialistes internationalistes et d'autres secteurs de la gauche radicale avaient joué un rôle important dans cette campagne. Désormais, la base de ce mouvement était en train de se disloquer sous l'effet des restructurations de l'industrie de l'acier, processus qui se déroulait également dans l'automobile, les mines, et le transport de fret.

Tout cela a suscité une crise d'orientation parmi les organisations socialistes. L'ISO a été créée à l'issue d'un débat interne aux Socialistes internationalistes sur les priorités à se fixer dans ces circonstances beaucoup plus difficiles. Ceux qui sont restés au sein du groupe des Socialistes internationalistes, et allaient plus tard contribuer à fonder l'organisation *Solidarity*, avaient tiré la conclusion que la meilleure contribution que pouvaient apporter les militants radicaux au mouvement syndical était de construire des comités de base pour la transformation des syndicats, sans s'attendre jusqu'à nouvel ordre à y trouver des militants réceptifs aux idées anticapitalistes. Il s'agissait donc de se concentrer sur des publications moins délimitées, et orientées vers les syndicats, comme *Labor Notes*, dont les congrès rassemblent tous les deux ans des syndicalistes venus de tout le pays.

Pour sa part, l'ISO s'est montrée solidaire du projet *Labor Notes*, mais voulait également maintenir une présence anticapitaliste dans le mouvement syndical, aussi restreinte fût-elle. Ce fut souvent sous la forme de campagnes de solidarité autour d'importantes luttes ouvrières, comme celles du milieu des années 1990 chez Caterpillar, Bridgestone/Firestone et Staley dans le centre de l'Illinois (alors rebaptisé « War Zone », zone de guerre), ou encore la grève de 1997 chez UPS.

Cependant, au cours des 15 dernières années, la transition générationnelle dans la classe ouvrière, les transformations des opinions politiques dans le mouvement syndical de l'après-guerre-froide, et les activités modestes mais appliquées des militants de la gauche radicale dans les syndicats, ont ouvert de nouvelles opportunités de relancer un courant lutte de classe dans les syndicats.

D'ailleurs, le rôle de la gauche dans la grève des enseignants de Chicago n'est pas passé inaperçu. Cette grève est devenue un événement de référence pour tous les militants enseignants, et a inspiré ou stimulé des campagnes de transformation des syndicats enseignants dans d'autres villes. L'*American Federation of Teachers* (AFT, Fédération américaine des enseignants) et la *National Education Association* (NEA), constituent ensemble le plus grand groupe de travailleurs syndiqués aux États-Unis, et ils font face à des attaques extrêmement violentes. Les syndicats enseignants vont demeurer au centre des luttes de classe - non seulement pour les salaires et les conditions de travail des enseignants, mais aussi pour la défense du service public d'éducation contre la privatisation. Les avancées réalisées par la gauche radicale à Chicago, sur la voie d'un syndicalisme de mouvement social, peuvent devenir un modèle pour la riposte des enseignants partout ailleurs.

Pour mener à bien cette tâche dans l'ensemble du mouvement syndical, les militants de la gauche radicale doivent retrouver les leçons de générations antérieures de révolutionnaires présents dans les syndicats, de la TUEL aux Trotskyistes parmi les *Teamsters* dans les années 1930 jusqu'aux expériences des Socialistes internationalistes dans les années 1970. Le but est de construire des organisations de travailleurs qui puissent soutenir ce que l'on appelait autrefois l'aile de lutte de classe du mouvement syndical. En tant qu'anticapitalistes, c'est parmi les travailleurs du rang et sur les lieux de travail que nous le ferons, parce qu'au bout du compte, c'est là que le pouvoir des travailleurs se situe. Cela implique de s'allier avec d'autres militants dans le mouvement syndical, comme les dirigeants de la *National Union of Healthcare Workers* (syndicat national des travailleurs de la santé) qui rompent avec la démarche de partenariat avec les employeurs (et avec le SEIU, *NdT*) et voient dans l'arme de la grève une clé du succès syndical.

A mesure que les militants de la gauche radicale s'implantent dans le mouvement syndical, un certain nombre de questions qui paraissaient plutôt abstraites auparavant, sont devenues très concrètes. Par exemple, d'un point de vue anticapitaliste, une distinction est traditionnellement établie entre les comités de base, voués à construire le rapport de force sur le lieu de travail et qui fonctionnent de façon indépendante, quelle que soit la direction en place dans le syndicat, et les groupes plus pragmatiques qui tendent à considérer la prise de la direction du syndicat comme le moyen de rendre le syndicat plus démocratique et plus combatif. Les anticapitalistes jouent un rôle déterminant dans les comités de base car ils peuvent apporter une analyse globale qui aide à comprendre les tergiversations de la bureaucratie syndicale, en position de médiation entre capital et travail, et sans cesse soumise à des pressions venues d'en haut et d'en bas. La contribution politique apportée par les anticapitalistes est également précieuse pour ces structures, dans la mesure où elle conteste la tendance des dirigeants syndicaux à s'en remettre au Parti démocrate.

Aujourd'hui, pourtant, les expressions « groupe de travailleurs du rang » et « groupe de transformation du syndicat » sont fréquemment employées indifféremment au sein de la gauche syndicale. La distinction entre les deux n'est pas le résultat d'une volonté de prendre ses distances avec les campagnes de réforme interne, qui doivent être soutenues. L'objectif des anticapitalistes est néanmoins de convaincre leurs collègues de construire une organisation indépendante ancrée dans la lutte de classe, pour un syndicalisme démocratique et de mouvement social. Il ne s'agit pas d'une question morale : étant donné la violence de l'offensive des patrons, de telles organisations sont essentielles à la survie des syndicats comme forces capables de défendre les intérêts des travailleurs.

Mettre en place la stratégie des comités de base aujourd'hui est difficile, car les restructurations industrielles, le changement générationnel au sein de la main-d'œuvre et l'affaiblissement de la gauche tendent à empêcher que les militants qui pourraient porter cette stratégie puissent, ne serait-ce que se rencontrer, et *a fortiori*, construire ensemble des moyens de lutter. Comme nous l'avons expliqué précédemment, la dernière phase en date dans l'offensive des employeurs, consiste à aggraver l'affaiblissement des groupes informels de travailleurs décrits par Stan Weir dans les années 1960, afin d'éliminer les syndicats une bonne fois pour toutes.

C'est ce qui a donné une telle importance au soulèvement syndical du Wisconsin et au mouvement *Occupy*. Dans un contexte de pertes colossales pour des syndicats qui battent en retraite, ces actes de protestations ont montré aux syndicalistes qu'il y a des dizaines de milliers de travailleurs syndiqués qui veulent entrer en lutte, alors même que les directions syndicales ont gâché les occasions d'engager de telles luttes. Alors qu'ils se sentaient isolés et condamnés à faire des concessions à leurs employeurs sur leurs lieux de travail, des syndicalistes ont retrouvé une certaine forme de pouvoir et de solidarité dans un mouvement de masse. La tâche des anticapitalistes est alors de relier cette combativité émergente aux luttes sur les lieux de production. La grève du CTU a donné un exemple de ce type de lien et de la contribution potentielle de la gauche radicale à la construction d'un syndicalisme combatif.

La grève du CTU a aussi soulevé la question de la candidature de militants anticapitalistes à des postes de direction au sein de syndicats. Diriger une campagne visant à promouvoir la combativité et l'action collective est une chose, mais s'y lancer avec une réelle chance de gagner les élections en est une autre. Cette question ne pourra être examinée en détail ici. Les critères principaux de décision sont l'existence (ou non) d'une base militante suffisante parmi les travailleurs pour permettre à une direction d'aller de l'avant dans la lutte, et d'une liste de candidats dotés d'une combativité et d'une cohésion suffisantes pour supporter les pressions de la direction nationale du syndicat et des employeurs. Les exemples sont nombreux ces dernières décennies de groupes ayant remporté une élection syndicale sur une ligne oppositionnelle de type « sortez les sortants », qui se sont trouvés isolés et incapables d'agir une fois à la direction. Remporter prématurément les

Certes, pour la plupart des socialistes, la question est moins celle des responsabilités syndicales, que celle du moyen d'entrer dans le mouvement syndical. Mais les conditions sont en passe de devenir plus favorables. La reprise économique, aussi lente soit-elle, et le départ en retraite de la génération du *baby-boom* entraînent des créations d'emplois dans des lieux de travail où un syndicat est implanté. Le renouveau de la production manufacturière ouvre la voie à des embauches dans la grande industrie, dans des proportions inédites depuis plusieurs décennies.

La gauche ouvrière est également dans un nouvel essor, depuis les événements du Wisconsin, ce qui ouvre des possibilités nouvelles de militantisme sur les lieux de travail. Les obstacles demeurent nombreux : beaucoup de lieux de travail, même lorsqu'ils sont syndiqués, sont aujourd'hui placés sous un contrôle quasi-totalitaire, et la moindre indiscretion sur Facebook peut faire ajouter quelqu'un à la liste des agitateurs à licencier à la première occasion. De plus, construire une organisation de base sur un lieu de travail prend du temps. Il faut d'abord apprendre à bien connaître le travail, et ses collègues, pour identifier les groupes informels de travail, clés du pouvoir sur le lieu de travail selon Stan Weir. C'est au cours de ce processus qu'un syndicalisme de lutte de classe peut s'enraciner.

Il peut également permettre la diffusion des idées anticapitalistes. Dans les années 1930, des milliers de syndicalistes étaient attirés par la perspective d'une alternative socialiste à un monde ravagé par la grande crise économique et la guerre. Les mêmes possibilités existent aujourd'hui : tisser des liens entre les luttes immédiates des travailleurs et le combat pour une société sous le contrôle démocratique des travailleurs et fondée sur la satisfaction des besoins humains peut être convaincant pour des travailleurs atterrés devant l'austérité perpétuelle, la remontée du racisme, les guerres chroniques et la crise écologique, au beau milieu de leurs efforts pour surmonter les problèmes les plus pressants de salaires, de couverture santé et de retraites s'ils sont syndiqués, et de construction d'un syndicat s'ils n'en ont pas.

Bien entendu, les militants de la gauche radicale continueront à jouer un rôle dans les luttes pour organiser ceux qui ne le sont pas, comme par le passé. Rien ne garantit que les grands syndicats qui soutiennent les campagnes de syndicalisation de travailleurs à bas salaires soient prêts à se lancer dans des efforts de long terme allant en ce sens. Quoi qu'il en soit, ce projet met déjà en évidence la volonté de nombreux travailleurs du commerce et de la restauration, de Wal-Mart à McDonald's, d'utiliser l'arme de la grève pour revendiquer un salaire décent. D'autres campagnes de long terme sont plus stratégiques, comme *Warehouse Workers for Justice* (« travailleurs des entrepôts pour la justice »), lancée par UE (*United Electrical workers*) pour syndiquer les entrepôts fournissant Wal-Mart dans la région de Joliet, à la périphérie de Chicago. Une impressionnante grève de trois semaines, dans la foulée de la grève du CTU, a forcé les patrons à cesser de punir les travailleurs qui se plaignent des mauvaises conditions de travail, et de rémunérer les jours de grève²⁶. Il faut souligner l'importance de l'enjeu : Chicago est le centre du réseau de transport de fret du pays, et une percée syndicale dans les entrepôts pourrait ouvrir la voie à un retour du mouvement syndical dans une chaîne logistique cruciale à la fois pour la production manufacturière et pour le commerce. (Les *Teamsters* et *Change To Win* ont entrepris une initiative similaire pour organiser les chauffeurs routiers portuaires de Californie du Sud).

D'autres exemples mériteraient d'être cités. Pour résumer, malgré les défaites subies par le mouvement syndical, des possibilités existent pour commencer à reconstruire un tissu syndical élémentaire, et en même temps, pour ranimer le courant anticapitaliste dans le mouvement. Même si Melvyn Dubofsky a raison de dire qu'un « choc » à venir sera nécessaire à la pleine réactivation du mouvement syndical, les chances de succès dans cet avenir agité dépendront du travail préparatoire entrepris aujourd'hui. Telle est la leçon des années 1930, où l'intensification des luttes

De plus, le retour du mouvement syndical dépendra de ses liens avec l'ensemble des luttes de la classe ouvrière, du combat contre la discrimination raciale policière à l'opposition aux expulsions de propriétaires surendettés en passant par la défense des droits des femmes. La montée du syndicalisme du secteur public dans les années 1960, largement inspirée par le mouvement des Droits Civiques, est un exemple à méditer.

La focalisation sur les intérêts les plus immédiats à l'exclusion des enjeux sociaux, point faible du mouvement syndical des États-Unis depuis ses origines, doit être dépassée pour que le syndicalisme ait une pertinence pour une classe ouvrière multiraciale, dont l'expérience est influencée par la crise, l'austérité et le mouvement *Occupy*. Les orientations plus progressistes des syndicats sur ces questions doivent être converties en soutien concret pour les luttes qui en découlent. Voilà ce qui permettra d'obtenir un soutien populaire plus large pour les syndicats en lutte, comme le montre la popularité de la grève des enseignants de Chicago.

Conclusion

En 2013, le mouvement syndical est face à un choix difficile : la poursuite de l'adaptation aux employeurs et le déclin progressif jusqu'à l'inutilité, ou bien un tournant vers la lutte dont le succès est loin d'être assuré, la possibilité demeurant d'un échec retentissant. Dans de nombreuses situations, une lutte conséquente implique de jouer la survie du syndicat, que ce soit en appelant à une grève illégale dans le secteur public, ou en se confrontant physiquement aux briseurs de grève.

L'exemple de la lutte de l'ILWU à Longview (État de Washington) en est la parfaite illustration. En l'absence de confrontation avec le patron, le système de retraites du syndicat aurait essuyé une attaque dévastatrice. Mais un appel à une grève de solidarité sur l'ensemble de la côte Ouest aurait exposé le syndicat à des centaines de millions de dollars d'amendes. Au bout du compte, l'entreprise a fait marche arrière parce que les militants du syndical local, arrêtés en grand nombre pour avoir bloqué des trains, avaient bien montré qu'ils étaient prêts à tout pour arrêter les livraisons destinées à briser la grève. Mais la bataille est loin d'être terminée, car les transporteurs de céréales essaient d'utiliser l'accord de Longview pour abaisser les salaires et dégrader les conditions de travail dans d'autres ports. Et le contrat collectif qui est en jeu ici est un ballon d'essai des objectifs patronaux concernant le futur contrat des dockers de la côte pacifique. Le combat continue.

De même, le CTU a dû prendre le risque d'échouer, lorsqu'il a fallu surmonter les limites du droit de grève, alors que le maire Emmanuel aurait pu obtenir une réquisition devant les tribunaux. Mais grâce à plus d'un an de préparatifs pour la grève - non seulement parmi les syndiqués, mais aussi parmi tous leurs alliés dans le mouvement syndical et social - le CTU a pu faire en sorte que le maire le plus puissant des États-Unis se retrouve politiquement isolé. Lorsque ce dernier a finalement demandé aux juges d'intervenir, ils ont refusé.

Toutes les luttes syndicales n'auront pas le même enjeu. Mais le caractère prolongé de la crise économique et la consolidation d'une économie fondée sur les bas salaires sont synonymes d'intensification des conflits de classe, sous des formes extrêmement variées : il faudra défendre des syndicalistes injustement menacés de sanctions ou de licenciement ; mener patiemment les préparatifs de mobilisation et même de grève, pendant des mois ou des années avant le renouvellement d'un contrat collectif ; créer des comités de syndicalisation dans des entreprises sans syndicat ; etc.

A l'heure où le syndicalisme de collaboration de classe menace d'entraîner le mouvement syndical dans un déclin sans retour, les militants ouvriers – dans les syndicats comme en dehors – sont à la recherche d'une autre perspective et d'une stratégie alternative pour relancer le mouvement syndical. Dans cette nouvelle ère, l'intérêt des syndicalistes pour la lutte des classes, le syndicalisme de mouvement social, et même les idées anticapitalistes, prendra des proportions inédites depuis des décennies.

Texte original : [Lee Sustar, Toward a renewal of the labor movement. US labor after the Chicago teachers' strike, *International Socialist Review*, n°89 \(mai 2013\)](#)

Traduit par Mathieu Bonzom

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ Syndicat des enseignants de Chicago. (NdT)
2. ↑ Liz Goodwin, « Will the Chicago teachers strike have national consequences ? », *Yahoo News : The Lookout*, 14 septembre 2012. Consulté le 15 mars 2013.
3. ↑ « Groupe de militants de base du syndicat enseignant ». (NdT)
On traduit généralement « contract » par « contrat collectif », étant donné qu'il ne s'agit pas de conventions de
4. ↑ branche mais de droits acquis sur la base d'un regroupement local de salariés, à périmètre variable et à durée déterminée. (NdT)
5. ↑ Lee Sustar, « Shock waves in the CTU », *SocialistWorker.org*, 25 mai 2010.
6. ↑ Lee Sustar, « How can the Chicago Teachers Union win ? », *SocialistWorker.org*, 26 juin 2012.
7. ↑ Le rapport (*The Schools Chicago's Children Deserve*) est consultable sur le site du CTU : http://www.ctunet.com/blog/text/SCSD_Report-02-16-2012-1.pdf
8. ↑ Nous traduisons ainsi le terme « socialist » qui, aux États-Unis (et non en France...), renvoie nécessairement à une gauche radicale. (NdT)
9. ↑ Syndicat des travailleurs des services. Voir : Lee Sustar, « A new labor movement ? », *International Socialist Review* No. 1, Summer 1997.
10. ↑ « Union membership, coverage, density, and employment among all wage and salary workers, 1973-2012, » consultable sur UnionStats.com
11. ↑ Peyton M. Craighill, Scott Clement, « Can unions save the white working-class vote for Democrats ? » *Washington Post*, November 20, 2012.
12. ↑ « Service Employees International Union », The Center for Responsive Politics, OpenSecrets.org
13. ↑ U.S. Department of Labor, Office of Labor-Management Standards. Consultable sur <http://www.dol.gov/olms/regs/compliance/rrlo/lmrda.htm>
14. ↑ Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile. (NdT)
15. ↑ Lee Sustar, « What can turn labor in a new direction ? An Interview with Jerry Tucker, » *SocialistWorker.org*, April 11, 2008.
16. ↑ « Winning for working families : Building grassroots power, » AFL-CIO, February 27, 2013. Consultable sur <http://www.aflcio.org>
17. ↑ Échange d'emails avec l'auteur, 1^{er} février 2013.
18. ↑ Bill Fletcher, « Now what ? Labor unions and class struggle, » *Logos : a Journal of Modern Society and Culture*, Winter 2013, Vol. 12, No. 1. Consultable sur <http://logosjournal.com>
19. ↑ Melvyn Dubofsky, « Does organized labor have a future ? » *Logos*, Vol. 12, No. 1, 2013.

20. ↑ John Riddell, dir., *Toward the United Front : Proceedings of the Fourth Congress of the Communist International, 1922* (Haymarket Books, 2012).
21. ↑ Bureau of Labor Statistics, « Union affiliation of employed wage and salary workers by selected characteristics », <http://www.bls.gov/news.release/union2.t01.htm>
22. ↑ Stan Weir, *Singlejack Solidarity* (University Of Minnesota Press, 2004), 294-309.
23. ↑ Article initialement publié dans la revue britannique *International Socialism* en octobre/novembre 1969. Consultable sur <http://www.marxists.org/history/etol/newspape/isj/1969/no040/moody.htm>
24. ↑ Dan La Botz, « Tumultuous teamsters of the 1970s » in Aaron Brenner, Robert Brenner, Cal Winslow, dir., *Rebel Rank and File : Labor Militancy and Revolt from Below During the Long 1970s* (Verso, 2010), 214.
25. ↑ James P. Cannon, « Our Aims and Tactics in The Trade Unions » (1924). Consultable sur <http://www.marxists.org/archive/cannon/works/1924/unions.htm>
26. ↑ « Wal-Mart warehouse strikers to return to work with full back pay », Warehouse Workers for Justice, 6 octobre 2012. Consultable sur <http://www.warehouseworker.org/news/2012/10/walmart-warehouse-strikers-to-return-to-work-with-full-back-pay/>